

La rhétorique réactionnaire

Populisme

La « dépolitisation »¹ renforcée par l'alignement néolibéral du Parti socialiste que suscite, en particulier, l'homogénéisation d'un personnel politique issu d'« écoles du pouvoir » tendancielle-ment converties en *business schools*², tend à déplacer les luttes politiques vers des enjeux moraux et à faire de la moralité, publique ou privée, des hommes politiques un des enjeux des conflits internes au champ politique. C'est pourquoi, écrit Dominique Marchetti, « la place prise par “les affaires” à partir des années 80 peut être [...] rapportée à cette nécessité croissante pour les hommes politiques de se démarquer en utilisant la “moralité” comme arme politique, pour qualifier ou disqualifier »³. De ce point de vue, s'il est vrai que l'histoire politique de la Troisième à la Cinquième République n'est pas avare de scandales politico-financiers, la conjoncture récente semble exemplaire à bien des égards. Elle « révèle », en effet, sinon des « cas d'enrichissement personnel », du moins

GÉRARD MAUGER

un usage plus que désinvolte des deniers publics (des cigares de Christian Blanc aux déplacements en jet privé d'Alain Joyandet), une présomption de « financement occulte des activités politiques et partisans » (« l'affaire Woerth-Bettencourt »), des « conflits d'intérêts » (la double fonction de trésorier de l'UMP et de ministre du Budget), des soupçons de « trafic d'influence » (en faveur de la femme d'un ministre), de « blanchiment de fraude fiscale » à grande échelle (Liliane Bettencourt), de connivences entre personnels politique, judiciaire, médiatique (« l'affaire Courroye »). Rien ne manque dans le répertoire des soupçons de délits politico-financiers !

Mais, l'effet de révélation le plus stupéfiant – en dépit de la soirée du Fouquet's et de « la retraite » du nouvel élu sur le yacht de Bolloré – tient, sans doute, au moins pour ceux qui ne lisent pas la presse *people* ou les développements de la sociologie de la bourgeoisie⁴, au contexte

1. Sur ce sujet, cf. Gérard Mauger, « Panne civique », *Savoir/Agir*, n° 12, juin 2010, p. 79-82.

2. Alain Garrigou, *Les élites contre la République. Sciences Po et l'ENA*, Paris, Éditions La Découverte, 2001.

3. Dominique Marchetti, « Les révélations du «journalisme d'investigation» », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, mars 2000, p. 30-40.

4. Cf. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, Éditions La Découverte, 2003.

de ces diverses « affaires ». Vous avez dit « affaire » ? En fait, il ne se passe rien que d'ordinaire au sein de cet univers⁵. Le capital social accumulé permet de passer du public au privé (« pantouflage ») et vice versa. Les diverses fractions des classes dominantes soutiennent (y compris en les finançant⁶) les partis « présélectionnés par «les marchés» en raison de leur innocuité⁷ (quitte à contourner la loi⁸). Le Président de la République est un ami des patrons du CAC 40 : de Martin Bouygues, Vincent Bolloré, Stéphane Courbit, Albert Frère à Bernard Arnault, etc. L'existence du « bouclier fiscal » (comme d'ailleurs celle des « paradis fiscaux ») n'est un secret pour personne. Chacun sait qu'il y a des magistrats, des policiers, des journalistes dont la bienveillance et la cécité à l'égard des « écarts » des dominants n'a d'égale que leur indignation et leur vigilance à l'égard des « exactions » des dominés.

Si l'ordinaire semble extraordinaire, c'est parce qu'il donne à voir non seulement la circulation de sommes extravagantes pour le commun des mortels (perdu dans les zéros), mais aussi, comme l'expliquent Michel et Monique Pinçon⁹, « le collectivisme pratique »¹⁰

d'une bourgeoisie toujours « mobilisée ». Il s'avère, comme disait Marx, que « dans les États modernes », le gouvernement n'est au fond rien d'autre, pour la société bourgeoise, que « le comité d'administration de ses intérêts généraux »¹¹ « dont le but avoué est de perpétuer la domination du capital »¹². La thèse est brutale, la vérification empirique ne l'est pas moins¹³. Elle bat en brèche les tentatives, plus ou moins désespérées, de se conformer aux règles tenues pour universelles : désintéressement, subordination du moi au nous, sacrifice de l'intérêt particulier à l'intérêt général¹⁴. C'est ce à quoi Nicolas Sarkozy s'est employé face à David Pujadas¹⁵, en faisant profession de désintéressement « Si j'avais été un homme d'argent, j'aurais fait une autre carrière », de compassion « J'ai conscience de la souffrance en France », de souci exclusif de l'intérêt général « Toute mon énergie à chaque instant doit être réservée aux Français pour les sortir de la situation où ils se trouvent », d'humilité « Quand j'ai un moment, vous savez ce que je fais ? Je le passe en famille, avec ma femme, avec mes enfants, avec mes amis », etc. Avec le succès que l'on sait...

Les « affaires » invalident ces exhibitions de vertu qui passent alors au mieux

5. Comme le note Serge Halimi, « l'affaire Bettencourt » a rendu visible ce qui l'était déjà » (« Haute Société, Bas Empire », *Le Monde Diplomatique*, n° 677, août 2010).

6. Le « nouveau jeu politique » analysé par Patrick Champagne (*Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Éditions de Minuit, 1990) induit le développement de pratiques politiques de plus en plus coûteuses (sondage, *marketing*, communication).

7. Serge Halimi, « Le gouvernement des banques », *Le Monde Diplomatique*, n° 675, juin 2010.

8. Cf. l'invention des « micro-partis ».

9. « Visite guidée de Chantilly, “kolkhoze” de riches », entretien réalisé par Jade Lindgaard et Mathieu Magnaudeix, *Mediapart* (18 juillet 2010).

10. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, « Derrière l'affaire Bettencourt-Woerth,

l'ordinaire méconnu des grandes familles », *Le Monde*, 14 juillet 2010.

11. Karl Marx, *Révolution et contre-révolution en Europe, Articles dans la Neue Rheinische Zeitung (1848-1849)*, in *Œuvres IV, Politique I*, Paris, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1994, p. 182.

12. Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, *ibid.*, p. 261.

13. Cf. le dossier « Triomphe de l'oligarchie », in *Le Monde Diplomatique*, n° 675, juin 2010.

14. Sur ce sujet, cf. Pierre Bourdieu, « Un fondement paradoxal de la morale », in *Raisons pratiques, Sur la théorie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 237-244.

15. Cf. l'intervention télévisée du chef de l'État sur France 2 le 12 juillet 2010.

pour de « pieuses hypocrisies » : d'où l'inquiétude d'une partie du personnel politique et des exégètes autorisés de la vie politique qui y voient « une menace pour la démocratie ». Sur le mode véhément de la garde rapprochée du Président de la République dénonçant des « méthodes totalement antidémocratiques » (Xavier Bertrand), une « collusion politico-médiatico-trotskyiste » (Nadine Morano), le « populisme ambiant qui favorise les montées de l'extrême-droite comme on l'a vu à d'autres époques de notre pays » (Christian Estrosi) ou encore des « médias aux relents d'extrême-droite et de trotskisme » (Frédéric Lefebvre)¹⁶. Sur le mode vertueux de Simone Veil et de Michel Rocard : « Mesure-t-on bien les effets dévastateurs du spectacle affligeant qui se donne jour après jour devant l'opinion autour de "l'affaire Bettencourt" ? Veut-on définitivement démonétiser une parole politique déjà suffisamment dévalorisée, décriée, diminuée ? », écrivent les deux « sages » qui mettent en garde contre « la broyeuse populiste »¹⁷. Sur le mode docte des « experts en menaces démocratiques »¹⁸ : « Il y a incontestablement un climat de populisme. Le contexte est inflammable. La crise économique et l'anxiété sociale auxquelles est confrontée la société française facilitent la production de jugements mettant en cause l'honnêteté des élites et/ou fustigeant la corruption des élites et leurs liens avec les pouvoirs financiers. Il appartient à la classe politique dans son ensemble de lutter contre la diffu-

sion, et donc le développement, de ces idées. À ce titre et dans un climat propice à la croyance populiste, la manière dont les médias et les politiques traitent ces affaires est susceptible d'alimenter ce sentiment populiste, par définition, dangereux pour la démocratie », déclare, péremptoire, Dominique Reynié¹⁹.

Avec l'invocation rituelle du « populisme », « notion savante et insulte politique »²⁰, l'infraction morale change de nom et de camp : « les eaux glacées du calcul égoïste » dans les classes dominantes se métamorphosent en ressentiment des classes populaires à l'encontre des « élites » et, en définitive, en « vote FN ». À l'encontre de cette alchimie savante qui conduit à blâmer les pauvres de l'inconduite des riches, il faut rappeler, avec Annie Collovald²¹, non seulement que l'attribution au FN du label « populiste » contribue implicitement à la disqualification politique et morale des groupes populaires, mais aussi que « le premier parti ouvrier » n'est pas le FN mais l'abstention et que « le désengagement des ouvriers à gauche ne profite pas au FN, mais nourrit le retrait social et politique ».

En appeler à la morale commune, aux « opinions du peuple saines » (Pascal)²²,

16. Cf. « Outrance », *Le Canard enchaîné*, n° 4681, 14 juillet 2010.

17. Simone Veil et Michel Rocard, « Halte au feu ! », *Le Monde* (3 juillet 2010).

18. Annie Collovald, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2004.

19. Interview de Dominique Reynié et Jean-Yves Camus par Benjamin Harroch, vendredi 16 juillet, *Nouvelobs.com*.

20. Annie Collovald, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, op. cit. « Le populisme, explique-t-on, dans le *Dictionnaire de science politique* (Paris, Armand Colin, 1995), désigne d'abord un appel au peuple. Son discours repose sur la valorisation du peuple contre la politique institutionnalisée, dénoncée comme corrompue et avilie ».

21. Annie Collovald, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, op. cit.

22. Blaise Pascal, *Trois discours sur la condition des grands*, suivis de *Pensées sur la politique*, Paris, Éditions des Mille et Une nuits, 2009.

à la *common decency* (Orwell)²³, c'est, au contraire, tenter de donner de la force politique à la critique éthique, c'est inviter les hommes publics de tous bords à se présenter, à se penser et peut-être même à agir, comme des serviteurs dévoués du public et du bien public, c'est, en définitive, lutter pour la démocratie et la *res publica*... ■

23. Sur la « *common decency* », cf. Jean-Claude Michéa, *Orwell, anarchiste tory*, Éditions Climats, 2000. « Les travailleurs manuels, dans une civilisation industrielle, possèdent un certain nombre de traits qui leur sont imposés par leurs conditions d'existence : la loyauté, l'absence de calcul, la générosité, la haine des privilèges. C'est à partir de ces dispositions qu'ils développent leur vision de la société future, ce qui explique que l'idée d'égalité soit au cœur du socialisme des prolétaires », écrit Orwell (*New English Weekly*, 16 juin 1938, cit. in Jean-Claude Michéa, *op. cit.*).